

Le centre droit (kok) remporte les élections législatives en Finlande, talonné par les populistes nationalistes

Le Parti de la coalition nationale (KOK), emmené par Petteri Orpo, est arrivé en tête des élections législatives organisées le 2 avril en Finlande. Il a recueilli 20,82% des suffrages et conquis 48 sièges à l'*Eduskunta/Riksdag*, chambre unique du parlement, soit +10 par rapport au précédent scrutin législatif du 14 avril 2019. Il devance de peu le Parti des Finlandais (Perus S), parti populiste de droite, nationaliste et eurosceptique dirigé par Rikka Purra, qui a obtenu le résultat le plus élevé de son histoire : 20,05% des voix et 46 élus (+ 7). Sa dirigeante a même recueilli le plus grand nombre de suffrages sur son nom, environ 38 000 et 35 000 en faveur de la Première ministre sortante Sanna Marin dont le parti social-démocrate (SDP), a pris la troisième place avec 19,93% des suffrages et 43 sièges (+ 3). Les trois partis sont véritablement arrivés au coude-à-coude. En Finlande, toutefois, il revient au parti arrivé en tête de former un gouvernement. Le trio de tête est suivi par le Parti du centre (KESK), conduit par la ministre des Finances sortante Annika

Saarikko, qui est en net recul avec 11,3% suffrages et 23 sièges (- 8) ; l'Alliance des gauches (VAS), parti de gauche radicale emmenée par la ministre de l'Éducation sortante Li Andersson, a obtenu 7,06% et 11 élus (- 5) ; la Ligue verte (VIHR), dirigée par la ministre de l'Intérieur sortante Maria Ohisalo, a aussi enregistré un revers : 7,03% et 13 élus (- 7) ; le Parti du peuple suédois (SFP), représentant les intérêts de la minorité suédophone et dirigé par la ministre de la Justice sortante Anna-Maja Henriksson, obtient 4,31% et 9 élus (=) ; le Parti chrétien-démocrate (SKL), conduit par Sari Essayah, 4,25% des suffrages et 5 députés (=) et enfin le Mouvement maintenant (LN), part libéral fondé en 2018 par Hjallis Harkimo après son départ du Parti de la coalition nationale, a obtenu 2,42% et conserve son siège.

La participation a été supérieure de + 3,17 points à celle enregistrée lors des élections du 14 avril 2019 et s'élève à 71,90%.

Résultats des élections législatives du 2 avril 2023 en Finlande

Participation : 71,90%

Partis politiques	Nombre de voix recueillies	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de sièges
Parti de la coalition nationale (KOK)	643 877	20,82	48
Parti des Finlandais (PS)	620 102	20,05	46
Parti social-démocrate (SDP)	616 218	19,93	43
Parti du centre (KESK)	349 362	11,30	23
Alliance des gauches (VAS)	218 290	7,06	11
Ligue verte (VIHR)	217 426	7,03	13
Parti du peuple suédois (SFP)	133 318	4,31	9
Parti chrétien-démocrate (SKL)	131 368	4,25	5
Mouvement maintenant (LN)	74 962	2,42	1
Autres	86 942	2,81	1
Indépendants	553	0,02	0

Source : https://tulospalvelu.vaalit.fi/EKV-2023/fi/tulos_kokomaa.html

« C'est une grande victoire. Notre message est passé, le soutien est là et les Finlandais croient en notre parti » a déclaré Petteri Orpo à l'annonce des résultats. Le dirigeant du Kok reconnaît le travail de la Première ministre sortante. « Sanna Marin a été très bonne sur les sujets internationaux mais la situation en Finlande, à la maison, est très difficile et je promets d'y remédier » a-t-il souligné.

En effet, les questions essentielles en Finlande ne sont pas – ou plus – stratégiques (le parlement finlandais a approuvé l'entrée de la Finlande dans l'OTAN le 1er mars par 184 voix, contre 7, mais bien économiques. « L'entrée dans l'OTAN et la politique étrangère, après l'agression russe en Ukraine, bénéficient d'un large consensus dans le pays » a indiqué Teivo Teivainen, professeur de sciences politiques à l'université d'Helsinki. « Les questions de défense nationale et la guerre en Ukraine ont été à peine débattues pendant la campagne électorale. Ces thèmes font consensus au sein de la population finlandaise et des partis » a déclaré Minna Älander, analyste de l'Institut finlandais des affaires internationales. « Je suis très fier car le Parti de la Coalition nationale était le premier et le seul à défendre l'adhésion à l'OTAN depuis vingt ans et

aujourd'hui nous y sommes presque » s'est d'ailleurs félicité Petteri Orpo.

« Le débat de la campagne électorale a été relativement classique entre ceux qui veulent une politique fiscale plus disciplinée et des coupes budgétaires, et ceux qui veulent préserver les dépenses sociales » a analysé Teivo Teivainen.

L'opposition accuse les sociaux-démocrates d'avoir fait augmenter la dette publique, qui est passée au cours de la dernière législature de 65% à 73% du PIB. La Finlande est également entrée en récession économique et devrait afficher une croissance négative en 2023. Petteri Orpo reproche aux sociaux-démocrates de vouloir « résoudre tous les problèmes en utilisant la dette et en augmentant les impôts ». A l'inverse, il souhaite mettre en place un plan d'austérité de 6 milliards € ; il préconise de réduire certaines dépenses sociales pour remettre les comptes à l'équilibre. « Les prévisions sont très mauvaises. Nos finances publiques vont s'effondrer et cela mènera à l'érosion des fondations de notre Etat-providence. La Finlande doit réduire ses dépenses en matière d'allocations chômage et d'autres programmes sociaux afin d'empêcher la dette publique d'augmenter. Nous voulons stimuler

l'économie, stimuler la croissance économique. Plus d'emplois pour les gens, plus de revenus pour les gens » a affirmé Petteri Orpo, ajoutant « *Le plus grand changement entre le gouvernement de Sanna Marin et mon éventuel gouvernement est le type de politique économique que nous mènerons* ».

Agé de 53 ans et originaire de Köyliö (sud-ouest de la Finlande), Petteri Orpo est diplômé de science politique de l'université de Turku. Il a travaillé pour le ministre de l'Intérieur Ville Itälä (KOK) en 2002 avant d'être désigné secrétaire adjoint du Parti l'année suivante. Deux ans plus tard, il devient directeur commercial dans un centre de formation pour adultes à Turku. Il est élu député pour la première fois lors des élections législatives du 18 mars 2007 et cinq ans plus tard, il est désigné comme président du groupe parlementaire. En 2014, Petteri Orpo accède au poste de ministre de l'Agriculture et des Forêts dans le gouvernement dirigé par Alexander Stubb (KOK). L'année suivante, il est nommé ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Juha Sipilä puis, en 2016, ministre des Finances. Le 11 juin 2016, il est élu président du Parti de la coalition nationale lors du deuxième tour de scrutin par 441 voix, contre 361 en faveur du dirigeant sortant Alexander Stubb.

QUELLE COALITION ?

Les négociations pour former le futur gouvernement finlandais pourraient être longues. Dans la République nordique, les coalitions gouvernementales sont souvent larges et elles peuvent comprendre un grand nombre de partis. La recherche du consensus est un élément important de la vie politique nationale.

Petteri Orpo a déclaré qu'il s'entretiendrait avec tous les partis politiques. « *Avec le Parti des Finlandais, nous avons des différences sur l'appartenance à l'Union européenne, sur l'immigration ou sur la politique à mener pour faire diminuer le réchauffement de la planète mais de nombreuses choses nous unissent* » a-t-il affirmé. Le Parti des Finlandais a été membre de la coalition gouvernementale conduite par Juha Sipilä (KESK) qui a dirigé la Finlande entre 2015 et 2019 qui réunissait également le Parti du centre et le Parti de la coalition nationale.

Petteri Orpo pourrait également choisir de s'allier avec les sociaux-démocrates mais les deux partis auront du mal à trouver un accord de gouvernement tant leurs points de vue respectifs sur la situation économique du pays ainsi que les tensions de la campagne électorale (l'opposition ayant fait campagne contre « l'irresponsabilité financière du gouvernement ») les séparent.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2024

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.